

(A)

(N° 325)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 3 JUIN 1926.

Projet de loi portant modification aux lois sur le droit de timbre et les taxes assimilées au timbre et majorant les amendes pénales ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DES FINANCES, DES BUDGETS
ET DES ÉCONOMIES ⁽²⁾, PAR M. DE WOUTERS D'OPLINTER.

MESSIEURS,

En présence de la gravité de la situation financière, le Gouvernement demande par le projet qui vous est soumis, un supplément temporaire de ressources à provenir du renforcement de la taxe de transmission, de la taxe de facture, de la taxe sur le paiement des honoraires et de la taxe de luxe ainsi que de la majoration des amendes pénales.

Le sacrifice qui est imposé aujourd'hui aux contribuables et qu'exige impérieusement le salut du pays trouvera sa compensation pour eux dans les avantages que la collectivité entière retirera du redressement de nos finances et du relèvement de notre franc avec toutes les conséquences qui en résulteront au point de vue du coût de la vie, de la sécurité des transactions et de la prospérité économique du pays. Votre Commission s'associe en conséquence aux efforts énergiques du Gouvernement et vous invite à donner votre adhésion aux mesures proposées.

La Chambre comprendra qu'à raison de l'urgence extrême, il ne soit pas possible de s'engager dans une étude approfondie du projet. Ce rapport se borne donc nécessairement à une analyse purement objective des textes. Ceux-ci trouvent une justification plus complète dans les développements donnés par le Gouvernement dans l'exposé des motifs.

* *

Les articles 1, 2, 3, 7 et 8 sont relatifs au doublement de la taxe de transmission, de la taxe de facture et à l'établissement de quelques correctifs apportés à ce doublement.

Un élément d'appréciation essentiel résulte de ce que les grains destinés à la panification continuent, comme par le passé, à bénéficier d'un régime de faveur;

(1) Projet de loi, n° 316.

(2) La Commission est composée de MM. Hallet, président, Bologne, Brusselmans, Carlier, David, De Bruyne (Auguste), Debunne, Dejardin, de Liedekerke, de Wouters d'Oplinter, Franck, Golenvaux, Hoen, Lepage, Merlot, Pecher, Pussemier, Sap, Soudan, Straus, Van Ackere, Wauwermans.

à leur égard sera maintenu au taux ancien le droit unique et forfaitaire de 1 % établi par la loi du 2 janvier 1926 et les farines en provenant continueront à être exemptes de toute taxe.

La même remarque s'applique également aux articles 7 et 8 qui auront pour effet de permettre au Gouvernement d'accorder selon les cas un dégrèvement total ou partiel pour les marchandises importées qui viennent subir en Belgique une main-d'œuvre industrielle. Une application de cette disposition s'imposera notamment dans le domaine de l'industrie diamantaire.

L'aggravation de la taxe de 1 à 2 % serait, en effet, de nature à causer un grave préjudice à cette industrie. Il appartiendra au Gouvernement, ainsi que la loi lui en donne le pouvoir, de conserver pour les importations de diamants la taxe de 1 %.

L'article 4 du projet proposait une taxe unique et forfaitaire de 25 centimes au kilogramme sur les viandes congelées. La Commission des Finances estime qu'il serait opportun de grever, en ce moment, un article de grande consommation dans l'alimentation populaire. Plusieurs membres de la Commission ont fait ressortir que cette décision a pour effet de rompre l'équilibre des taxes frappant les viandes frigorifiées et des taxes frappant les viandes fraîches, au détriment de celles-ci. Une telle mesure pourrait atteindre la prospérité de notre élevage national.

Le Gouvernement reconnaissant pleinement le bien fondé de cette observation, a bien voulu, tout en se ralliant à la suppression de l'article 4, prendre l'engagement formel de proposer, à très bref délai, les mesures législatives et administratives propres à résoudre la difficulté qui lui a été signalée.

Les articles 5 et 6 étendent l'application de la taxe de transmission aux fournitures de gaz et d'électricité et suppriment le droit de timbre qui est actuellement perçu sur les quittances délivrées aux consommateurs. Cette dernière mesure constitue pour les personnes dont la consommation de gaz et d'électricité est peu considérable un dégrèvement partiel de la taxe nouvelle. Celle-ci, remarquons-le, frappera essentiellement les personnes très aisées qui font une large consommation de gaz et d'électricité, ainsi que les établissements commerciaux et industriels pour lesquels ces fournitures constituent, à vrai dire, une matière première imposable en principe à la taxe de transmission comme toutes autres.

La Commission des Finances vous propose de remplacer l'article 9 du projet du gouvernement par le texte suivant :

L'article 9 est remplacé par la disposition suivante :

« ART. 9. — Il est ajouté à la loi du 28 août 1921 un article 49³ qui est ainsi conçu :

» Le Gouvernement est autorisé à supprimer, pour la période qu'il jugera nécessaire et pour les produits qu'il déterminera, l'exonération prévue par l'article 49^{bis} introduit dans la loi du 28 août 1921 par l'article 75 de la loi du 2 janvier 1926.

» Il peut également disposer que les livraisons à l'étranger de produits visés à l'article 49, 2^e de la loi du 28 août 1921, modifié par l'article 75 de la loi du 2 janvier 1926, seront soumis à une taxe de transmission dont le taux ne pourra dépasser 2 %.

» Dans la mesure où il disposera en ce sens, l'exemption établie par l'article 49, 3^e de la loi du 28 août 1921, ne sera pas applicable et toute exportation

sera réputée constituer la livraison à l'étranger en suite d'un contrat de transmission à titre onéreux.

» Le Gouvernement est autorisé à édicter toutes mesures généralement quelconques qu'il jugera nécessaires pour assurer la perception de la taxe de transmission dans les cas visés au présent article.

» Sans préjudice des sanctions établies par la loi sur la taxe de transmission, il pourra rendre applicables les dispositions des articles 19, 20, 22, 23, 24, 25, 26, 28 et 30 de la loi du 6 avril 1843 sur la répression de la fraude en matière de douane, ainsi que de celles de la loi du 26 août 1822, modifiée par la loi du 6 avril 1843.

« Toutes les mesures prises en exécution du présent article sont communiquées aux Chambres, immédiatement si elles sont réunies, sinon à la plus prochaine séance. »

La Commission des Finances a jugé, en effet, que si d'un côté il était désirable de confier au Gouvernement les pouvoirs visés dans l'article 9, rien ne justifiait une mention spéciale de certains produits, notamment de produits agricoles. Une telle mention aurait pour effet de désigner spécialement les produits indiqués comme devant, avant tout autre, faire l'objet de la mesure envisagée, alors qu'il est équitable que tous les produits de notre industrie, quelle que soit leur nature, soient également visés par la loi.

Les articles 10 à 17 sont relatifs au contrat de transport ainsi qu'aux contrats accessoires à celui-ci. Ces derniers étaient déjà actuellement assujettis comme entreprise d'ouvrage à la taxe de 1 %, porté à 2 % par la présente loi et le projet n'a en conséquence pour effet que d'étendre le principe d'exigibilité au contrat de transport lui-même et contrat de commission-expédition. La disposition proposée ne fait mention au 3° des contrats de chargement, déchargement et manutention que dans un but de systématisation, de manière à inclure dans le même cadre le régime fiscal du contrat principal et des contrats accessoires.

Les articles 18 à 24 sont relatifs à la taxe de luxe. Celle-ci sera portée en principe au taux de 10 %, c'est-à-dire au double du taux en vigueur avant la loi du 2 janvier 1926.

Une atténuation à 6 % est prévue pour une certaine classe d'articles à préciser dans un arrêté royal qui sera soumis à la législature. Ce système confèrera à l'application de la mesure toute la souplesse désirable.

La seule disposition qui, dans ce chapitre, a soulevé des objections est celle de l'article 18 qui concerne la taxe sur les repas et les consommations dans les hôtels et restaurants. La Chambre se rappellera qu'en relevant de 10 francs à fr. 12.50, la base minimum d'imposition d'un repas à la taxe de luxe, elle avait dans le souci d'éviter une perte au Trésor établi une taxe à taux renforcé (8 %) sur les repas dont le coût dépassait une certaine somme (25 francs). Cette dualité de taux a créé au personnel de l'industrie hôtelière des difficultés très sérieuses d'application. Néanmoins, une majorité s'est formée au sein de la Commission pour le maintien du chiffre actuel de fr. 12.50 par repas. Le Gouvernement a bien voulu de plus promettre d'examiner avant le vote si ce chiffre ne pourrait être porté à 15 francs par repas, sauf à trouver des mesures compensatoires.

Les articles 24 à 33 renferment des dispositions diverses qui apportent à la législation existante certaines retouches qui n'en modifient pas la portée et faci-

literont la coordination annoncée par le Gouvernement dans son Exposé des motifs.

L'article 33 mérite une mention spéciale; le Gouvernement a voulu consacrer définitivement, par un texte formel, l'exonération du droit de timbre de dimension pour les correspondances commerciales. Cette disposition sera accueillie avec satisfaction dans le monde des affaires.

Quelques relèvements sont prévus pour les ports d'armes de chasse, permis de tenderie aux oiseaux et les établissements des canardières. Ils n'ont soulevé aucune objection.

L'article 38 augmente les amendes pénales de 90 décimes, ce qui les porte, en conséquence, à dix fois le taux consigné dans le texte qui les édicte.

Un membre a proposé l'adjonction d'un article 33^{bis} ainsi conçu :

« Un arrêté royal peut atténuer ou réduire les taxes dont question dans la présente loi, si les contingences économiques rendent ces mesures nécessaires. »

La Commission des Finances a jugé opportun de vous en proposer l'adoption.

* .

Quelque rigoureux que soient les sacrifices demandés au pays, votre Commission estime que les circonstances ne nous permettent pas de nous dérober au grand devoir qui s'impose à nous. Elle a approuvé l'ensemble du projet, à la majorité de ses membres, et vous en propose l'adoption.

Le Rapporteur,
FERNAND DE WOUTERS.

Le Président,
M. HALLET.

Amendements proposés par la Commission.

ART. 4.

A supprimer.

ART. 9.

A remplacer comme suit :

« Il est ajouté à la loi du 28 août 1921 un article 49³ qui est ainsi conçu :

» Le Gouvernement est autorisé à supprimer, pour la période qu'il jugera nécessaire et pour les produits qu'il déterminera, l'exonération prévue par l'article 49^{bis} introduit dans la loi du 28 août 1921 par l'article 75 de la loi du 2 janvier 1926.

» Il peut également disposer que les livraisons à l'étranger de produits dont

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

ART. 4.

Te doen wegvallen.

ART. 9.

Te vervangen als volgt :

« Aan de wet van 28 Augustus 1921 wordt een artikel 49³ toegevoegd, luidende :

» De Regeering wordt gemachtigd om, voor het tijdsverloop dat zij zal noodig oordeelen en voor de door haar te bepalen producten, de vrijstelling in te trekken, voorzien bij artikel 49^{bis} opgenomen in de wet van 28 Augustus 1921 gewijzigd bij artikel 75 van de wet van 2 Januari 1926.

» Zij kan insgelijks bepalen dat de leveringen in het buitenland van pro-

la livraison en Belgique n'est pas soumise à la taxe de transmission et, notamment, de ceux visés à l'article 49, 2° de la loi du 28 août 1921, modifié par l'article 75 de la loi du 2 janvier 1926, seront soumis à une taxe de transmission dont le taux ne pourra dépasser 2 %.

» Dans la mesure où il disposera en ce sens, l'exemption établie par l'article 49, 5° de la loi du 28 août 1921 ne sera pas applicable et toute exportation sera réputée constituer la livraison à l'étranger en suite d'un contrat de transmission à titre onéreux.

» Le Gouvernement est autorisé à édicter toutes mesures généralement quelconques qu'il jugera nécessaires pour assurer la perception de la taxe de transmission dans les cas visés au présent article.

» Sans préjudice des sanctions établies par la loi sur la taxe de transmission, il pourra rendre applicables les dispositions des articles 19, 20, 22, 23, 24, 25, 26, 28 et 30 de la loi du 6 avril 1843 sur la répression de la fraude en matière de douane ainsi que celles de la loi du 26 août 1822, modifiée par la loi du 6 avril 1843.

» Toutes les mesures prises en exécution du présent article sont communiquées aux Chambres, immédiatement si elles sont réunies, sinon dès l'ouverture de leur plus prochaine session. »

ART. 18.

Remplacer au litt. a, § 1^{er}, les mots : « 10 francs par repas » **par les mots :** « 12 fr. 50 par repas ».

ART. 40 (nouveau).

Un arrêté royal peut atténuer ou réduire les taxes dont il est question dans la présente loi, si les contingences économiques rendent ces mesures nécessaires.

ducten, waarvan de levering in België niet aan de overdrachtstaxe onderworpen is en, inzonderheid, die bedoeld bij artikel 49, 2°, van de wet van 28 Augustus 1921, gewijzigd bij artikel 75 van de wet van 2 Januari 1926, worden onderworpen aan een overdrachtstaxe waarvan het bedrag niet 2 t. h. mag overschrijden.

« In de mate waarop zij in dezen zin zal beschikken, wordt de vrijstelling gevestigd bij artikel 49, 5° van de wet van 28 Augustus 1921, niet toepasselijk gemaakt en iedere uitvoer zal geacht worden een levering uit te maken voor het buitenland ingevolge een overeenkomst van overdracht ten bezwarenden titel.

» De Regeering is gemachtigd alle welkdanige maatregelen te verordenen die zij zal noodig achten om de heffing te verzekeren van de overdrachtstaxe in de bij dit artikel bedoelde gevallen.

» Onverminderd de strafbepalingen gevestigd bij de wet op de overdrachtstaxe, kan zij van toepassing maken de bepalingen der artikelen 19, 20, 22, 23, 24, 25, 26, 28 en 30 van de wet van 6 April 1843 op de beteugeling van den smokkelhandel, alsmede die der wet van 26 Augustus 1822, gewijzigd bij de wet van 6 April 1843.

» Al de maatregelen, genomen in uitvoering van dit artikel, worden aan de Kamers medegedeeld, onmiddellijk, indien zij vereenigd zijn, zoo niet bij de opening van hun eerst volgende zitting. »

ART. 18.

In littera a van § 1, de woorden : « 10 frank per eetmaal » **te vervangen door de woorden :** « fr. 12,50 per eetmaal ».

ART. 40 (nieuw).

Bij Koninklijk besluit kunnen te taxes, waarvan sprake in deze wet, verzacht of verminderd worden, indien de economische toestanden die maatregelen noodzakelijk maken.

(1)

(N° 325)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 3 JUNI 1926.

Wetsontwerp tot wijziging der wetten op het zegelrecht en de daarmee gelijkgestelde taxes en tot verhooging der strafrechtelijke geldboeten (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN, DE BEGROOTINGEN
EN DE BEZUINIGINGEN (2)
UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DE **WOUTERS D'OPLINTER**.

MIJNE HEEREN,

Tegenover de gewichtigheid van den financieelen toestand, vraagt de Regeering door middel van het U voorgelegde ontwerp tijdelijk eene aanvulling van inkomsten, voort te spruiten uit eene verhooging van de overdrachtstaxe, de factuurtaxe, de taxe op de betaling der honoraria en de weeldetaxe alsmede de verhooging der strafrechtelijke geldboeten.

Het offer dat thans aan de schatplichtigen wordt opgelegd en om 's Lands heil gebiedend wordt geëischt, zal worden vergoed door de voordeelen welke de gansche gemeenschap halen zal uit de saneering onzer financiën en de verhooging onzer valuta met al de daaraan verbonden voordeelen opzichts de levensduurte, de veiligheid onzer overeenkomsten en den economischen voor-
spoed van het land.

Uwe Commissie sluit zich dienvolgens aan bij de krachtdadige pogingen der Regeering en stelt U voor, uwe goedkeuring te hechten aan de voorgestelde maatregelen.

Wegens de uiterste dringendheid der zaak, zal de Kamer begrijpen, dat het niet mogelijk is het ontwerp grondig te onderzoeken. Ook is dit verslag dus noodzakelijkerwijs beperkt tot eene zuiver objectieve ontleding der teksten, waarvan de rechtvaardiging wordt aangevuld in de Memorie van Toelichting der Regeering.

* *

De artikelen 1, 2, 3, 7 en 8 betreffen de verdubbeling der overdrachtstaxe der factuurtaxe en enkele verzachtingen in deze verdubbeling.

Een hoofdbestanddeel tot juiste beoordeeling ligt in het feit dat het broodgraan, evenals in het verleden, onder een gunststelsel zal staan; te dien opzichte

(1) Ontwerp van wet, n° 316.

(2) De Commissie bestond uit de heeren Hallet, voorzitter, Bologne, Brusselmans, Carlier, David, De Bruyne (Auguste), Debunne, Dejardin, de Liedekerke, de Wouters d'Oplinter Franck, Golenvaux, Hoen, Lepage, Merlot, Pecher, Pussemier, Sap, Soudan, Straus, Van, Ackere en Wauwermans.

zal het eenig en forfaitaire recht van 1 t. h. vastgesteld door de wet van 2 Januari 1926, behouden blijven en het daarvan voortkomende meel zal ontslagen blijven van alle belasting.

Hetzelfde geldt ook voor de artikelen 7 en 8, die voor gevolg zullen hebben dat de Regeering, naar gelang de gevallen, eene geheele of gedeeltelijke ontlasting zal kunnen toestaan voor de ingevoerde goederen die in België eene industriele bewerking ondergaan. Een toepassing van deze bepaling zal onder meer noodzakelijk zijn voor de diamantnijverheid. De verhooging van de belasting van 1 tot 2 t. h. zou inderdaad een groot nadeel kunnen berokkenen aan deze nijverheid. De Regeering zal, zooals de wet haar daartoe het recht geeft, voor den invoer van diamanten de taxe van 1 t. h. behouden.

Artikel 4 van het ontwerp stelde voor eene enkele en forfaitaire taxe van 25 centiem te leggen op het bevroren vleesch. De Commissie voor de Financiën is van meening dat het niet gepast zou zijn, op dit oogenblik, een artikel van zoo groot verbruik in de volksvoeding te belasten. Talrijke leden van de Commissie hebben doen uitschijnen dat deze beslissing voor gevolg heeft het evenwicht te breken tusschen de rechten op het bevroren vleesch en de rechten op het versehe vleesch, ten nadeele van dit laatste. Een dergelijke maatregel zou den bloei van onzen nationalen veekweek kunnen schaden. De Regeering erkende volkomen de gegrondheid van deze opmerking, en heeft, daar zij tot de intrekking van dit artikel toetrad, de uitdrukkelijke verbintenis aangegaan binnen kort de noodige wetgevende en bestuursmaatregelen voor te stellen om deze moeilijkheden op te lossen.

Door de artikelen 5 en 6 wordt de overdrachtstaxe ook toegepast op de levering van gas en electriciteit, en wordt het zegelrecht afgeschaft dat thans wordt geheven op de kwijtschriften die aan de verbruikers worden afgeleverd. Deze laatste maatregel is voor de personen, die slechts weinig gas of electriciteit gebruiken, eene gedeeltelijke ontlasting van de nieuwe belasting. Deze treft, vergeten wij het niet, hoofdzakelijk de zeer gegoede personen die een groot gebruik van gas en electriciteit maken, evenals de handels- en nijverheidsinrichtingen voor dewelke deze leveringen eigenlijk een grondstof zijn die in beginsel belastbaar is met de overdrachtstaxe zooals alle andere.

De Commissie voor de Financiën stelt u voor artikel 9 van het Regeeringsontwerp te vervangen door den volgende tekst :

Artikel 9 wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Art. 9. — Aan de wet van 28 Augustus 1921 wordt een artikel 49³ toegevoegd, luidende :

» De Regeering wordt gemachtigd om, voor het tijdsverloop dat zij zal noodig oordeelen en voor de door haar te bepalen producten, de vrijstelling in te trekken, voorzien bij artikel 49^{bis} opgenomen in de wet van 28 Augustus 1921, gewijzigd bij artikel 75 van de wet van 2 Januari 1926.

» Zij kan insgelijks bepalen dat de leveringen aan het buitenland van producten voorzien bij artikel 49, 2° van de wet van 28 Augustus 1921, gewijzigd bij artikel 75 van de wet van 2 Januari 1926, zullen onderworpen worden aan een overdrachtsbelasting waarvan het bedrag niet 2 t. h. mag overschrijden.

» In de mate waarop zij in dezen zin zal beschikken, wordt de vrijstelling, gevestigd bij artikel 49, 5° van de wet van 28 Augustus 1921, niet toepasselijk gemaakt en ieder uitvoer zal geacht worden een levering uit te maken voor het buitenland in gevolge een overeenkomst van overdracht ten bezwarenden titel.

» De Regeering is gemachtigd alle welkdanige maatregelen te verordenen die zij zal noodig achten om de heffing te verzekeren van de overdrachtstaxe in de bij dit artikel bedoelde gevallen.

» Onverminderd de strafbepalingen gevestigd bij de wet op de overdrachts-taxe, kan zij van toepassing maken de bepalingen der artikelen 19, 20, 22, 23, 24, 25, 26, 28 en 30 van de wet van 6 April 1843 op de beteugeling van den smokkelhandel, alsmede die van de wet van 26 Augustus 1822, gewijzigd bij de wet van 6 April 1843.

» Al de maatregelen, genomen in uitvoering van dit artikel, worden aan de Kamers medegedeeld, onmiddellijk zoo zij vereenigd zijn, zoo niet in de eerst volgende vergadering. »

De Commissie voor de Financiën oordeelde inderdaad dat, zoo het eenzijdigs wenschelijk was aan de Regeering de onder artikel 9 bedoelde macht te verleenē, niets eene bijzondere vermelding wettigde van sommige producten, namelijk van de landbouwproducten.

Eene dergelijke vermelding zou voor gevolg hebben vooral deze producten aan te wijzen als vatbaar voor den voorgenomen maatregel, wanneer het toch billijk is dat alle producten van onze nijverheid, welke ook hun aard weze, evenzeer door de wet getroffen worden.

De artikelen 10 tot 17 slaan op de vervoercontracten evenals op de contracten die zich daarbij aansluiten. Laatstgenoemde waren thans reeds belast, als werkondernemingen, met de taxe van 1 t. h., door de onderhavige wet op 2 t. h. gebracht, en daardoor heeft het wetsontwerp, enkel voor gevolg het beginsel van invorderbaarheid uit te breiden tot het vervoercontract zelf en tot het contract van commissie-verzending.

De voorgestelde bepaling vermeldt onder het 3° de contracten van lading, lossing en behandeling, enkel met het doel tot stelselmatigheid te geraken zoodanig dat het hoofdcontract en de bijkomende contracten in hetzelfde fiskale kader worden geplaatst.

De artikelen 18 tot 24 betreffen de weeldebelasting. Deze zal in beginsel gebracht worden op 10 t. h., dit wil zeggen op het dubbel van het bedrag dat van kracht was vóór de wet van 2 Januari 1926.

Eene vermindering op 6 t. h. wordt voorzien voor eene zekere soort artikelen die in een aan de wegeving voor te leggen Koninklijk besluit aan te geven zijn. Dit stelsel zal aan de toepassing van den maatregel al de wenschelijke lenigheid verleenē.

De eenige bepaling die, in dit hoofdstuk, aanleiding gaf tot tegenwerpingen is die van artikel 18 betreffende de taxe op de eetmalen en consumpties in hotels en spijshuizen. De Kamer zal zich herinneren dat, toen zij van 10 op fr. 12,50 bracht het minimumbedrag der weeldetaxe op eetmalen, zij eene verhoogde taxe (8 t. h.) vestigde op de eetmalen waarvan de kosten een zeker bedrag overschreed (25 frank) en dit om verliezen voor de Schatkist te vermijden. Dit verschil in het bedrag der taxe heeft voor het personeel van de hotelnijverheid ernstige moeilijkheden van toepassing opgeleverd. Nochtans kwam in den schoot der Commissie eene meerderheid tot stand die het behoud van het bestaande cijfer van fr. 12,50 per eetmaal voorstond. De Regeering heeft bovendien beloofd vóór de stemming te onderzoeken of dit cijfer niet op 15 frank per eetmaal zou kunnen gebracht worden onder voorbehoud dat zij vergoedende maatregelen zou trachten te vinden.

De artikelen 24 tot 33 bevatten verscheidene bepalingen die in de bestaande wetgeving enkele verbeteringen brengen. Deze verbeteringen wijzigen daarvan niet de draagwijdte en zullen de samenordering, zoo zij door de Regeering in hare Memorie van Toelichting is aangekondigd vergemakkelijken.

Artikel 33 verdient eene bijzondere vermelding; de Regeering heeft door een uitdrukkelijken tekst, de vrijstelling van het formaatzegelrecht voor de handels-correspondentie voor goed willen bevestigen. Deze bepaling zal met voldoening in de zakenwereld onthaald worden.

Eenige verhoogingen worden voorzien voor de verlofbrieven voor het dragen van jachtwapens, voor het vogelvangen met netten, voor de inrichtingen van eendekooien. Dit heeft geene opwerpingen uitgelokt.

Artikel 38 verhoogt de strafrechtelijke geldboeten met 90 deciemen wat ze dus brengt op tien maal het bedrag vastgesteld in den desbetreffenden afgekondigden tekst.

Een lid heeft de toevoeging van een artikel 33-bis voorgesteld, luidende :

« De belastingen waarvan sprake in deze wet kunnen door een Koninklijk besluit verzacht of verminderd worden indien de economische omstandigheden deze maatregelen noodzakelijk maken. »

De Commissie voor de Financiën was van gevoelen dat zij u moest voorstellen deze bepaling aan te nemen.

* * *

Hoe zwaar ook de offers lijken die aan het land gevraagd worden, meent toch uwe Commissie dat de omstandigheden ons niet toelaten ons te onttrekken aan den grooten plicht die ons is opgelegd. De meerderheid harer leden heeft het ontwerp goedgekeurd en stelt u voor het aan te nemen.

De Verslaggever,
FERNAND DE WOUTERS.

De Voorzitter,
MAX HALLET.

Amendements proposés par la Commission.

ART. 4.

A supprimer.

ART. 9.

A remplacer comme suit :

« Il est ajouté à la loi du 28 août 1921 un article 49³ qui est ainsi conçu :

» Le Gouvernement est autorisé à supprimer, pour la période qu'il jugera nécessaire et pour les produits qu'il déterminera, l'exonération prévue par l'article 49^{bis} introduit dans la loi du 28 août 1921 par l'article 75 de la loi du 2 janvier 1926.

» Il peut également disposer que les livraisons à l'étranger de produits dont

Amendementen door de Commissie voorgesteld.

ART. 4.

Te doen wegvallen.

ART. 9.

Te vervangen als volgt :

« Aan de wet van 28 Augustus 1921 wordt een artikel 49³ toegevoegd, luidende :

» De Regeering wordt gemachtigd om, voor het tijdsverloop dat zij zal noodig oordeelen en voor de door haar te bepalen producten, de vrijstelling in te trekken, voorzien bij artikel 49^{bis} opgenomen in de wet van 28 Augustus 1921 gewijzigd bij artikel 75 van de wet van 2 Januari 1926.

» Zij kan insgelijks bepalen dat de leveringen in het buitenland van pre-

la livraison en Belgique n'est pas soumise à la taxe de transmission et, notamment, de ceux visés à l'article 49, 2° de la loi du 28 août 1921, modifiée par l'article 75 de la loi du 2 janvier 1926, seront soumis à une taxe de transmission dont le taux ne pourra dépasser 2 %.

» Dans la mesure où il disposera en ce sens, l'exemption établie par l'article 49, 5° de la loi du 28 août 1921 ne sera pas applicable et toute exportation sera réputée constituer la livraison à l'étranger en suite d'un contrat de transmission à titre onéreux.

» Le Gouvernement est autorisé à édicter toutes mesures généralement quelconques qu'il jugera nécessaires pour assurer la perception de la taxe de transmission dans les cas visés au présent article.

» Sans préjudice des sanctions établies par la loi sur la taxe de transmission, il pourra rendre applicables les dispositions des articles 19, 20, 22, 23, 24, 25, 26, 28 et 30 de la loi du 6 avril 1843 sur la répression de la fraude en matière de douane ainsi que celles de la loi du 26 août 1822, modifiée par la loi du 6 avril 1843.

» Toutes les mesures prises en exécution du présent article sont communiquées aux Chambres, immédiatement si elles sont réunies, sinon dès l'ouverture de leur plus prochaine session. »

ART. 18.

Remplacer au litt. a, § 1^{er}, les mots : « 10 francs par repas » par les mots : « 12 fr. 50 par repas ».

ART. 40 (nouveau).

Un arrêté royal peut atténuer ou réduire les taxes dont il est question dans la présente loi, si les contingences économiques rendent ces mesures nécessaires.

ducten, waarvan de levering in België niet aan de overdrachtstaxe onderworpen is en, inzonderheid, die bedoeld bij artikel 49, 2°, van de wet van 28 Augustus 1921, gewijzigd bij artikel 75 van de wet van 2 Januari 1926, worden onderworpen aan een overdrachtstaxe waarvan het bedrag niet 2 t. h. mag overschrijden.

« In de mate waarop zij in dezen zin zal beschikken, wordt de vrijstelling gevestigd bij artikel 49, 5° van de wet van 28 Augustus 1921, niet toepasselijk gemaakt en iedere uitvoer zal geacht worden een levering uit te maken voor het buitenland ingevolge een overeenkomst van overdracht ten bezwarenden titel.

» De Regeering is gemachtigd alle welkdanige maatregelen te verordenen die zij zal noodig achten om de heffing te verzekeren van de overdrachtstaxe in de bij dit artikel bedoelde gevallen.

» Onverminderd de strafbepalingen gevestigd bij de wet op de overdrachtstaxe, kan zij van toepassing maken de bepalingen der artikelen 19, 20, 22, 23, 24, 25, 26, 28 en 30 van de wet van 6 April 1843 op de beteugeling van den smokkelhandel, alsmede die der wet van 26 Augustus 1822, gewijzigd bij de wet van 6 April 1843.

» Al de maatregelen, genomen in uitvoering van dit artikel, worden aan de Kamers medegedeeld, onmiddellijk, indien zij vereenigd zijn, zoo niet bij de opening van hun eerst volgenden zitting. »

ART. 18.

In littera a van § 1, de woorden : « 10 frank per eetmaal » te vervangen door de woorden : « fr. 12,50 per eetmaal ».

ART. 40 (nieuw).

Bij Koninklijk besluit kunnen te taxes, waarvan sprake in deze wet, verzacht of verminderd worden, indien de economische toestanden die maatregelen noodzakelijk maken.